

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET CIVIL
CELLULE DE COMMUNICATION



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
CIVIL CABINET
COMMUNICATION UNIT

5^{ème} Sommet Union Africaine – Union Européenne

Abidjan, 29-30 novembre 2017

« L'investissement dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et un Développement Durable »

**Participation du Président de la République
du Cameroun, S.E.M. Paul BIYA**

DOSSIER DE PRESSE



CONTEXTE ET ENJEUX

Le cinquième Sommet entre l'Union Africaine et l'Union Européenne (UA-UE) se tiendra les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Lors du Sommet de l'Union Africaine tenu à Kigali, au Rwanda, du 10 au 18 juillet 2016, La Côte d'Ivoire a été désignée pour abriter le 5^{ème} Sommet Afrique-Union Européenne (UE) en 2017. Ce Sommet, baptisé 5^{ème} Sommet Union Africaine – Union Européenne sert de plateforme de dialogue entre les pays africains et européens en vue de dynamiser le partenariat entre les deux Parties, se tient en alternance sur chaque continent. Le dernier sommet UE - Afrique a eu lieu les 2 et 3 avril 2014 à Bruxelles, en Belgique.

Ce 5^{ème} Sommet, le troisième du genre qui se tiendra sur le continent africain (après Le Caire : 2000, et Tripoli : 2010) et le premier en Afrique subsaharienne, est l'une des illustrations fortes du retour de la Côte d'Ivoire sur la scène internationale et de la grande confiance que la Communauté internationale

place dans les Autorités ivoiriennes.

Les Chefs d'État et de Gouvernement africains et européens se rassembleront pour leur 5^{ème} Sommet, sur le thème central « *L'investissement dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et un Développement Durable* », en présence du Président du Conseil européen (Donald Tusk), du Président de la Commission européenne (Jean-Claude Juncker), du Président de l'Union Africaine (Alpha Condé) et du Président de la Commission de l'Union Africaine (Moussa Faki Mahamat).

A cette importante rencontre sont attendus environ 5302 participants dont 83 Chefs d'Etat et de Gouvernement représentant 55 pays d'Afrique et 28 pays d'Europe, ainsi que des délégations de pays amis, de la Commission de l'UA, de la Commission de l'UE, des Organisations Internationales, Régionales et Sous Régionales.

2017 est une année déterminante pour les relations UE-Afrique, dix ans après

l'adoption de la Stratégie commune Afrique-UE (2007).

Les enjeux de ce Sommet sont importants tant pour l'Afrique que pour l'Europe. Comme par le passé, le Sommet s'articulera autour des défis communs auxquels sont confrontés les deux continents, tels que la paix et la sécurité, et autour d'intérêts communs, notamment la recherche d'une croissance durable, inclusive et créatrice d'emploi pour les jeunes.

Le Sommet UE-Afrique constituera une date et une occasion décisives de renforcer les liens politiques et économiques entre les deux continents. Même si l'Afrique élargit ses relations économiques avec d'autres continents, l'UE demeure le premier partenaire commercial du continent africain. L'UE constitue également le premier contributeur mondial à l'aide publique au développement destinée à l'Afrique.

Lors du Sommet, les dirigeants africains et européens se pencheront sur l'avenir des relations UE-Afrique et mettront l'accent sur l'investissement dans la jeunesse. Il s'agit-là d'une priorité pour l'Afrique comme pour l'UE, 60 % de la population africaine ayant moins de 25 ans.

Les leaders africains et européens feront le point des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action

2014-2017 adopté lors du précédent Sommet de Bruxelles en 2014. Ils auront également l'opportunité de discuter de la définition de la stratégie commune Afrique-UE au regard des nouveaux enjeux auxquels sont confrontés les deux continents.

D'autres priorités du partenariat UE-Afrique seront examinées au cours du Sommet, parmi lesquelles :

- la paix et la sécurité ;
- la gouvernance, notamment la démocratie, les droits de l'homme, les migrations et la mobilité ;
- l'investissement et le commerce ;
- le développement des compétences ;
- la création d'emplois.

Le Sommet sera le point d'orgue d'une série d'événements préparatoires visant à exprimer les points de vue des principaux acteurs du partenariat, notamment :

- Le Forum de la société civile Afrique-UE (11-12 juillet)
- Le Sommet de la jeunesse Afrique-Europe (9-11 octobre)
- Le Forum des acteurs économiques et sociaux Afrique-UE (16-17 octobre)
- Le Forum des affaires UE-Afrique 2017 (27 novembre)
- Le Forum des gouvernements locaux Afrique-UE (27 novembre)



L'UE ET L'AFRIQUE EN CHIFFRES

- Le Sommet parlementaire (27-28 novembre)

L'UE et ses États membres sont les premiers contributeurs à la promotion du développement, de la stabilité et de la paix en Afrique:

- 21 milliards d'euros d'aide au développement ont été versés à l'Afrique en 2016 par l'UE et ses États membres, qui représentent les principaux donateurs d'aide sur le continent
- 32 milliards d'euros ont été investis en Afrique en 2015 par des entreprises de l'UE, ce qui représente près d'un tiers de l'ensemble des investissements étrangers directs en Afrique
- 3,35 milliards d'euros sont alloués au Fonds européen pour le développement durable, ce qui devrait permettre de générer jusqu'à 44 milliards d'euros d'investissements
- 7 missions civiles et militaires sont déployées dans toute l'Afrique
- 1,4 milliard d'euros est consacré à des programmes éducatifs en Afrique



EVÉNEMENTS SPÉCIAUX

sur la période 2014-2020
Le 6^{ème} forum des affaires UE-Afrique (EABF) se tiendra le 27 novembre à Abidjan. Il a pour objectif de stimuler les investissements qui favorisent le développement en Afrique. Les débats porteront tout particulièrement sur les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneurs.

Le Forum représentera le volet économique du Sommet et adressera des propositions concrètes aux leaders politiques. Il rassemblera des acteurs économiques africains et européens représentant des multinationales, des grandes entreprises, des petites et moyennes entreprises, des start-up, des bailleurs de fonds privés et

publics, ainsi que des institutions multilatérales et régionales.

Placé sous le thème « *Investir dans la création d'emplois pour la jeunesse* », le Forum s'intéressa aux défis et opportunités liés aux investissements en Afrique ainsi qu'aux priorités stratégiques comme l'énergie renouvelable, l'agriculture et l'économie numérique.

Le 4^{ème} sommet de la jeunesse Afrique-Europe a réuni du 9 au 11 octobre 2017 à Abidjan 120 animateurs de jeunesse d'Afrique et d'Europe sélectionnés parmi plus de 7500 candidats. Ils se sont mis d'accord sur une déclaration à soumettre aux Chefs d'Etat et de Gouvernement lors du 5^e Sommet UA-UE de novembre.

Leurs recommandations se concentrent sur six domaines thématiques: l'éducation et les compétences.

La déclaration vise à donner aux jeunes les moyens de participer à la gouvernance démocratique, en adaptant l'âge de l'éligibilité pour se présenter aux élections. En ce qui concerne la paix et la sécurité, les jeunes exhortent les gouvernements à lutter contre le racisme et la discrimination et à inclure les jeunes migrants et la

diaspora dans la prévention des conflits.

Le forum de la société civile Afrique-UE s'est quant à lui tenu du 11 au 13 juillet à Tunis. Il s'agissait de la troisième édition du forum, qui réunissait les organisations de la société civile des deux continents. Elles ont adopté une déclaration soulignant l'importance de la participation de la société civile dans les relations UE-Afrique.



HISTORIQUE DES SOMMETS UA - UE

Le sommet Union Africaine / Union Européenne lance sa 5e édition les 29 et 30 novembre prochains à Abidjan. A cette occasion il paraît important de revenir sur les 4 éditions précédentes dont l'objectif est demeuré le même : renforcer les relations et échanges entre les 2 continents.

❖ Premier sommet Afrique-UE, Caire, Egypte, 2000

La 1ère édition du Sommet a eu lieu au Caire en 2000. Lors de cette première réunion au niveau continental, les dirigeants européens et africains se sont engagés à s'unir et à conférer une nouvelle dimension à leur partenariat. Suite à quoi des changements considérables ont eu lieu dans les deux continents.

Des processus de démocratisation et de réforme ont été lancés et sont en cours d'approfondissement dans les deux continents et les efforts se sont poursuivis en Afrique et en Europe afin de régler les conflits et les situations de crise. Dans le même temps, les processus d'intégration sur les deux continents se sont accélérés – d'une part, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a été transformée en Union africaine (UA) avec son programme socio-économique, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et, d'autre part, l'Union européenne (UE) a presque doublé de taille et est en train d'approfondir sa structure. Le monde a également changé : de nouveaux défis internationaux et mondiaux sont apparus, la mondialisation s'est accélérée et le monde est devenu de plus en plus interdépendant.

❖ Deuxième sommet Afrique-UE, Lisbonne, Portugal, 2007

Le deuxième sommet Afrique- UE a adopté dimanche 9 décembre à Lisbonne la « stratégie conjointe » qui doit permettre à 27 pays européens et à 53 pays africains d'ouvrir une nouvelle ère, d'égal à égal, dans leurs relations.

Il a été convenu de changer la relation bailleurs de fonds-bénéficiaires et laisser place à un véritable partenariat et de faire face ensemble aux nouveaux défis et aux nouvelles perspectives à l'échelle mondiale. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement présents ont approuvé une « *stratégie qui doit être guidée par les principes de l'unité de l'Afrique, l'interdépendance de l'Afrique et de l'Europe, l'appropriation et la responsabilité conjointe, le respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques et de l'Etat de droit, ainsi que le droit au développement* ».

❖ **Troisième sommet Afrique-UE, Tripoli, Libye 2010**

Le troisième sommet a adopté une approche inclusive et n'a pas impliqué uniquement les institutions. Une série d'événements parallèles a permis de réunir des représentants de la société civile, des jeunes, du secteur privé, des syndicats, des chercheurs et des scientifiques des deux continents.

L'objectif était de donner un nouvel élan à la stratégie Afrique-UE commune en plaçant les personnes au cœur du partenariat et en invitant tous les acteurs à contribuer à sa mise en œuvre. C'est donc au cours de ce troisième sommet que le deuxième plan d'action (2011-13) de la Stratégie Afrique-UE a été adopté.

❖ **Quatrième sommet Afrique-UE, Bruxelles, Belgique 2014**

Les 2 et 3 avril 2014, le quatrième sommet UE-Afrique a réuni plus de 80 dirigeants africains et européens à Bruxelles pour débattre de l'avenir des relations entre l'UE et l'Afrique et renforcer les liens entre les deux continents. Ce sommet avait pour thème « *Investir dans les populations, la prospérité, la paix* ». L'objectif était de relever des défis communs et d'apporter des avantages concrets aux citoyens, conformément à la Stratégie conjointe Afrique-Union européenne. Les participants ont abordé les questions de la paix, de la sécurité, des investissements, des changements climatiques et des populations. Un forum économique a également été organisé.

Le quatrième Sommet UE-Afrique a adopté trois principaux instruments : la Déclaration de Bruxelles, la Déclaration UE-Afrique sur la migration et la mobilité et la Feuille de route 2014- 2017.

• **La Déclaration de Bruxelles**

Dans leur Déclaration à l'issue du Sommet de Bruxelles, les dirigeants ont souligné l'étroitesse des liens entre l'UE et l'Afrique, ainsi que leur attachement aux valeurs partagées que sont la démocratie, le respect des droits de l'homme, l'État de droit, la bonne gouvernance, ainsi que le droit au développement.

La Déclaration de Bruxelles aborde les trois éléments de la thématique générale du sommet : paix et sécurité, prospérité, populations. Un ordre qui indique que la personne humaine doit rester au cœur du partenariat entre l'UE et l'Afrique.

Paix et sécurité

Les dirigeants ont reconnu l'importance capitale de la paix et de la sécurité, sans lesquelles il ne saurait y avoir de développement ni de prospérité. Ils ont en particulier confirmé leur détermination à renforcer le dialogue politique sur la justice pénale internationale et la compétence universelle. Ils ont également exprimé leur soutien à la vocation et à l'engagement africain à assurer la paix et la stabilité en Afrique, et sont convenus de soutenir les capacités africaines dans ce domaine par tous les moyens, en mettant notamment l'accent sur le développement des capacités. Les représentants des deux continents ont décidé de renforcer leurs efforts communs pour lutter contre le terrorisme international et pour combattre la dissémination d'armes légères.

Prospérité

Les dirigeants se sont engagés à mener des politiques visant à créer des emplois et à stimuler une croissance durable sur les deux continents. Ils se sont notamment mis d'accord pour coopérer plus étroitement dans le domaine de la politique maritime. L'UE a en outre insisté sur sa détermination à continuer d'aider les pays africains à élaborer des stratégies pour un développement résilient au changement climatique et sobre en émissions de carbone. De part et d'autre, les dirigeants ont souligné combien il importait d'assurer une gestion prudente et transparente des ressources naturelles respectives, ainsi qu'un approvisionnement en minerais qui soit responsable. La déclaration du sommet souligne également qu'il importe de favoriser un accroissement des investissements et le développement économique au sein des pays des deux continents, et entre eux, tout en développant les transports, l'accès à l'eau potable et l'accès à l'énergie durable à un prix abordable.

Populations

Le sommet a conclu qu'il importait de défendre les droits de l'Homme sur les deux continents et les dirigeants ont réaffirmé leur engagement commun à poursuivre les efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015. Pour ce qui est de l'enseignement, les dirigeants sont convenus de mener des politiques visant à favoriser la création d'emplois ouverts à tous, une attention particulière étant accordée aux jeunes et aux femmes, et d'encourager les programmes d'échanges d'étudiants entre les deux continents, ainsi que sur le continent africain. Le sommet a souligné la nécessité d'une approche globale pour faire face aux graves conséquences sociales et humaines de la migration irrégulière. Les dirigeants ont réaffirmé leur engagement commun à lutter contre le trafic d'êtres humains et à assurer le respect des droits fondamentaux de tous les migrants. Les participants au sommet ont par ailleurs adopté une déclaration distincte sur la migration et la mobilité.

• **La Déclaration UE-Afrique sur la migration et la mobilité**

Le contenu de cette Déclaration illustre la complexité de cette question perçue par tous comme préoccupante. Les participants ont souligné l'importance de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière entre l'Afrique et l'Europe. Reconnaissant que la migration et la mobilité constituent à la fois une opportunité ainsi qu'un défi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE et de l'Afrique s'engagent à consolider leurs efforts dans la lutte contre la traite des êtres humains, notamment par le renforcement du partenariat et de la coopération en matière de prévention, de protection et de poursuite ainsi que de lutter contre ceux qui profitent de toutes ces formes d'exploitation, tant en Europe qu'en Afrique. Ils s'engagent également à mieux organiser l'immigration légale et à assurer « le respect des droits de l'homme fondamentaux des migrants, indépendamment de leur statut juridique ». Cette formule terminale est probablement le principal acquis de cette déclaration, car elle met sur le même plan et pour les besoins de protection uniquement, tous les migrants, illégaux ou non.

• **La Feuille de route UE-Afrique 2014-2017**

Le Sommet a également confirmé l'attachement des deux continents aux objectifs définis dans la Stratégie commune UE-Afrique adoptée en 2007. Les dirigeants ont toutefois reconnu qu'il convenait d'améliorer la mise en œuvre de cette Stratégie commune et de fonder la coopération sur une approche axée sur les résultats.

C'est pourquoi le Sommet a adopté une feuille de route pour structurer les relations entre l'UE et l'Afrique pour la période 2014 à 2017. Cette feuille de route comporte cinq domaines prioritaires, à savoir:

- Paix et sécurité
- Démocratie, bonne gouvernance et droits de l'homme
- Développement humain
- Développement et croissance durables et inclusifs et intégration continentale
- Questions globales et émergentes.

Pour chacun de ces objectifs, un certain nombre d'actions ont été recensées aux niveaux interrégional, continental ou mondial, qui pourraient avoir une incidence réelle sur les populations des deux continents. Ces actions s'ajoutent à la coopération aux niveaux national et régional.

Pour plus d'informations, consulter le site Internet : <http://www.sommetuae2017.ci/le-sommet/>



LA PARTICIPATION REMARQUÉE DU PRÉSIDENT PAUL BIYA AU SOMMET DE BRUXELLES, 2014

Les 2 et 3 avril 2014, s'est tenu à Bruxelles le quatrième Sommet Union européenne-Afrique sur le thème « *Investir dans les populations, la prospérité, la paix* ». A cette occasion, l'on a assisté à un grand moment de diplomatie multilatérale, avec la présence du Secrétaire Général des Nations Unies de l'époque, M. Ban Ki-Moon, aux côtés des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UE et d'Afrique parmi lesquels le Président de la République du Cameroun, S.E. Paul BIYA. Moment d'intenses, de riches et fructueux débats, moment aussi d'échanges et de rencontres diverses.

Le Président Paul BIYA, avec son style fait de sobriété efficace, de présence discrète mais influente, de parole économe mais juste et percutante, a pris une part active à la construction des consensus auxquels l'on est parvenu à Bruxelles à travers son intervention au cours de la séance de travail numero 1 sur « La paix et la sécurité ».

Outre la situation en RCA, véritable obsession camerounaise à Bruxelles, le Chef de l'Etat a plaidé pour « *des actions solidaires et concertées pour faire reculer la pauvreté* », pour un soutien à la mise en œuvre de la stratégie régionale commune et des instruments juridiques adoptés en juin 2013 à Yaoundé lors du sommet sur la sûreté et la sécurité maritimes dans le golfe de Guinée.

Gestion de la crise en RCA, Paul BIYA avait raison

Le sommet UE-Afrique a été décisif pour la suite de la gestion du dossier centrafricain. Pour le Cameroun, le succès de ce sommet était pour l'essentiel lié à l'attention que l'UE accorderait à la crise en RCA. Dans ses deux prises de position formelles à Bruxelles, le Président BIYA a martelé que cette crise

le préoccupait « *au plus haut point* ». **Il a pointé du doigt** « *la dégradation de la situation en RCA et l'ampleur du désastre sécuritaire et humanitaire* », **lesquels** « *ont atteint le seuil critique* ». **Il a noté avec lucidité que les** « *efforts pour sauver la RCA s'avèrent insuffisants* ».

Pour le Chef de l'Etat, « *l'heure est à l'action* », **comme pour reprendre une formule utilisée en d'autres circonstances au plan national. Il a préconisé une action consistant à** « *transformer la MISCA en une opération de maintien de la paix de grande ampleur, avec plus d'effectifs et de moyens* ».

Au regard des évolutions subséquentes aux Nations Unies, avec l'adoption par le Conseil de Sécurité de la Résolution 2149 du 10 avril 2014 décidant le déploiement d'environ 12000 Casques bleus en RCA, l'appel du Président Paul BIYA, soutenu par d'autres acteurs notamment le Président français, François HOLLANDE et la Présidente de transition en RCA, Mme Catherine SAMBA-PANZA, a été entendu.



4^{ème} Sommet Afrique-Union Européenne : Intervention de S.E. Paul BIYA au cours de la réunion sur la situation en République Centrafricaine (Bruxelles, 2 avril 2014)

Excellences, Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Monsieur le Président du Conseil européen,
Monsieur le Président en exercice de l'Union Africaine,
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Européenne,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord féliciter les initiateurs de la présente réunion sur la situation en République Centrafricaine. En tant que pays voisin, le Cameroun s'en préoccupe au plus haut point.

Je tiens particulièrement à remercier l'Organisation des Nations Unies, la France et l'Union Européenne pour leur intervention aux côtés de l'Afrique dans ce pays frère.

L'objectif de cette action concertée était de rétablir la paix, l'ordre et la sécurité en Centrafrique. De la sorte, nous espérons prévenir le chaos qui pointait à l'horizon, protéger les populations innocentes et sans défense, prises en otage par les bandes armées de la Seleka et des Anti-Balaka.

Au regard de la violence qui persiste sur le terrain, il y a lieu d'en conclure que nos efforts pour sauver la RCA s'avèrent insuffisants.

Les interventions entendues, en particulier celle de Madame la Présidente de Transition de la RCA, ont eu le mérite de nous faire prendre la pleine et exacte

mesure de la gravité d'une situation qui se dégrade au jour le jour.

Nous devons donc décider, décider vite et bien. Nous devons agir.

Premièrement, il nous faut tenir toutes les promesses faites en ce qui concerne l'aide financière, humanitaire et l'envoi des troupes.

Deuxièmement, nous devons agir au niveau de l'ONU. Je me félicite de la suggestion récente du Conseil de Sécurité de transformer la MISCA en une opération de maintien de la paix de grande ampleur, avec plus d'effectifs et de moyens.

Depuis janvier 2014, le Cameroun réclame une telle transformation. Madame la Présidente de Transition, Son Excellence SAMBA PANZA, l'appelle de tous ses vœux. Nous invitons tous les pays amis de la RCA et l'ensemble de la communauté internationale à appuyer cette idée. Il faut aider le Conseil de Sécurité à en accélérer la mise en œuvre. Je voudrais à cet égard saluer l'action de la France et l'engagement du Secrétaire Général des Nations Unies.

L'heure est à l'action. Mettre fin à la guerre en RCA est un impératif catégorique. Il en va de la stabilité de tous les pays voisins, de toute la sous-région, de la paix en Afrique.

Je vous remercie.



**4^{ème} Sommet Afrique-Union Européenne :
intervention du Chef de l'Etat au cours de la séance de
travail N°1 sur « la paix et la sécurité »
(Bruxelles, 2 avril 2014)**

Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Président en Exercice de l'Union Africaine,
Monsieur le Président du Conseil Européen,
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Européenne,
Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine,

Le thème dont nous débattons, « la Paix et la Sécurité en Afrique », est inscrit dans toutes nos rencontres. Cela en souligne l'importance.

En effet, les actions pernicieuses des mouvements terroristes, les trafics de toute sorte, les prises d'otages et la piraterie, menacent constamment la paix et la sécurité de notre Continent.

Notre sous-région, l'Afrique Centrale, n'y échappe malheureusement pas. La situation qui prévaut en Centrafrique, pays voisin du Cameroun, nous préoccupe au plus haut point. Je salue ici la mobilisation et la détermination de la communauté internationale à agir à nos côtés.

Je rends particulièrement hommage à l'Organisation des Nations Unies, à la France et aux pays de la CEMAC qui se sont interposés pour faire cesser les exactions et ramener la paix civile.

L'Union Européenne pour sa part apporte son soutien au Cameroun pour faire face à l'afflux sur son territoire de réfugiés qui fuient la RCA par dizaines de milliers. Notre souhait, c'est que cette solidarité qui est tant appréciée se poursuive. La dégradation de la situation en RCA, et l'ampleur du désastre

sécuritaire et humanitaire ont atteint le seuil critique. Elles appellent la mise en place d'une force de maintien de la paix, sous l'égide des Nations Unies. Nous félicitons l'action de la France au Conseil de Sécurité dans ce sens et la soutenons.

L'extrême pauvreté sert de terreau à toutes sortes de mouvements extrémistes. Elle constitue donc une menace à la paix. Dès lors, la lutte contre la pauvreté devient un élément fondamental dans la préservation de la sécurité et de la paix.

Le partenariat Afrique–Union Européenne apparaît plus que jamais comme un des moyens efficaces permettant d'avancer dans cette voie. Il est important que nous adoptions des programmes qui prévoient, de façon concrète, des actions solidaires et concertées pour faire reculer la pauvreté.

La prolifération et la circulation des armes légères et l'action des réseaux de blanchiment d'argent et de trafic de drogue me semblent également intimement liées à l'insécurité. Toutes ces questions méritent une attention particulière au cours de ce Sommet.

Le Cameroun, indépendamment des mesures prises au niveau national pour faire face à ces menaces, a organisé à Yaoundé en juin 2013, un Sommet sur la Sûreté et la Sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée. Une stratégie régionale commune et des instruments juridiques ont été adoptés.

Ceux-ci méritent le soutien et l'implication de la Communauté Internationale. Car il s'agit d'un combat que nous menons pour et en son nom. Il en est de même du combat contre le terrorisme.

Nous devons conjuguer nos efforts.

Assurer la paix et la sécurité en Afrique, c'est d'une certaine façon contribuer à la paix et à la sécurité dans le reste du monde.

Je vous remercie.